

LE « CERVEAU » DU PRÉSIDENT

Karl Rove, sa vie, ses basses œuvres



Stratège en communication attitré de Bush, Karl Rove l'a aidé à se hisser jusqu'au poste de président, principalement en limitant ses gaffes verbales et en l'incitant à séduire l'électorat fondamentaliste chrétien. Grand admirateur et disciple de Richard Nixon, il en a fait son métier en ouvrant un cabinet de consultant spécialisé dans les magouilles politiques. Son parcours jalonné de « suicides » douteux, de connivences avec des mouvements d'extrême droite variés et ses liens avec Enron démontrent que derrière le discours vertueux de Bush se cache un personnage fourbe et sans scrupules, prêt à tout pour assouvir ses ambitions politiques.

page 2

« Choc des civilisations » contre « alliance des civilisations »

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

George W. Bush a défendu la Guerre d'Irak devant l'Assemblée générale de l'ONU et a menacé le Soudan d'un traitement identique. Puis, il a plaidé pour la création d'un Fonds international de promotion de la démocratie qui ferait ressembler l'ONU à une agence d'ingérence du type de la NED. A cette même tribune, José Luis Rodriguez Zapatero, s'est posé en contradicteur et a appelé l'ONU à organiser une « alliance des civilisations ».

page 10

REPÈRE : 20 SEPTEMBRE 451 D'Attila à Valmy...

L'empire romain finissant n'étant plus en mesure de tenir les places fortes de Germanie, les cavaliers Hunniques et leurs tribus traversent le Rhin et envahissent la Gaule. Ils sont dirigés par le roi Attila, de retour de Rome et de Ravenne où il a négocié la soumission des villes de l'empire oriental. Le « Fléau de Dieu » progresse rapidement et soumet ou ravage Mayence, Trèves, Metz, Laon Orléans et Reims. Les Romains mobilisent alors leurs alliés, la fédération du roi Wisigoth Théodoric, et affrontent Attila le 20 septembre 451 dans les Champs catalauniques, près de Chalons en Champagne. Le combat fera près de 200.000 morts en quatre jours mais stoppera l'avancée des Huns. Le même jour, 1300 ans plus tard, à quelques kilomètres de là, le 20 septembre 1792, l'armée révolutionnaire française arrêtera l'invasion prussienne à la bataille de Valmy. La propagande historique française fera ses choux gras de ce voisinage... ■



UN NOUVEAU PLAN ANTICASTRISTE ?

La mobilisation de l'armée populaire cubaine, l'issue du référendum vénézuélien, ainsi que la découverte de gisements de pétrole dans les Caraïbes ont contraint la Maison-Blanche à suspendre son plan d'invasion de Cuba par des « exilés » appuyés par l'armée états-unienne. Provoquant un déchaînement d'indignations en Amérique du Sud, quatre terroristes anti-castristes viennent d'être libérés par le Panama et de se réfugier aux États-Unis. Ils avaient planifié un attentat contre Fidel Castro et l'un d'entre eux, Luis Posada Carriles, avait fait exploser un avion de ligne cubain en 1976, provoquant la mort de ses 73 passagers. Par ailleurs, un Comité international pour la démocratie à Cuba, créé par Madeleine K. Albright pour la NED/CIA, a tenu conférence à Prague sous la présidence de Vaclav Havel. De nombreuses personnalités, tel que José Maria Aznar, ont appelé les investisseurs actifs dans l'île à réorienter leurs capitaux vers les mouvements d'opposition à Castro. Ces différents indices semblent indiquer que Washington privilégie désormais un renversement de Cuba par l'intérieur. ■

Le « cerveau » du président

Karl Rove, sa vie, ses basses œuvres

Stratège en communication attiré de Bush, Karl Rove l'a aidé à se hisser jusqu'au poste de président, principalement en limitant ses gaffes verbales et en l'incitant à séduire l'électorat fondamentaliste chrétien. Grand admirateur et disciple de Richard Nixon, il en a fait son métier en ouvrant un cabinet de consultant spécialisé dans les magouilles politiques. Son parcours jalonné de « suicides » douteux, de connivences avec des mouvements d'extrême droite variés et ses liens avec Enron démontrent que derrière le discours vertueux de Bush se cache un personnage fourbe et sans scrupules, prêt à tout pour assouvir ses ambitions politiques.

*Este artículo puede ser consultado en español en redvoltaire.net
Cet article est disponible en Espagnol sur redvoltaire.net*



Karl Rove est un des conseillers les plus influents de George W. Bush. Certains pensent qu'il est l'homme dont les stratégies électorales lui ont permis d'occuper le poste de gouverneur du Texas, d'obtenir sa réélection, puis d'entrer à la Maison-Blanche.

Il a été qualifié de « Goebbels » de Bush, d'enfant prodige de la politique, d'éminence grise, de co-président, mais c'est avant tout un personnage déloyal comme il en abonde dans le milieu de la politique et des affaires.

Mais au-delà des qualificatifs, seuls comptent les agissements d'une personne. La vie de Rove n'est qu'une succession de mensonges, de diffamations et de crimes, y compris d'assassinats.

Sa connaissance de nombreux artifices politiques est à attribuer à sa longue expérience de « débauché » de la politique, et le succès de ceux-ci est entre autres à attribuer à l'abrutissement d'une bonne partie de la société états-unienne habituée aux méthodes de la vente publicitaire.

Le fait qu'à partir de « coup fourrés », de délits et de calomnies, Rove ait pu avoir une carrière ascendante, détruit le mythe de la solidité des institutions démocratiques aux États-Unis.

Rove est à la tête du « Club des déjeuners » des collaborateurs de Bush qui se réunissent avec lui toutes les semaines pour planifier des stratagèmes contre Kerry. En même temps, il a bénéficié vis-à-vis de la presse états-unienne d'une grande impunité, qui lui permet d'esquiver les entrevues et de se maintenir dans l'ombre. Ce qui permet de douter de la liberté d'expression dans ce pays, où certains sont « plus égaux que d'autres », comme dirait le personnage d'Orwell, et où il y a face à la presse des intouchables qui sont des hommes publics sans obligation de répondre de leurs actes.

De Nixon a Bush

Né le 25 décembre 1950 à Denver, il admirait déjà à 9 ans Richard Nixon le fourbe, et à 11 ans, il avait des ambitions politiques, qui le conduiraient quelques années plus tard à abandonner ses études à l'université de l'Utah pour rejoindre la campagne d'un sénateur républicain. « *Il rêvait d'être président et faisait l'impossible pour obtenir des autographes d'un gouverneur* » [1].

Pendant le scandale du Watergate, Rove a été cité par le *Washington Post* comme étant « *un des jeunes qui avaient mené des sessions d'entraînement aux sales coups auxquels Nixon avait recours* » et il a été interrogé par le FBI.

Son profil personnel, son absence d'éthique et son habileté pour détruire ses ennemis politiques attirèrent l'attention de George Bush père, qui le recruta pour être son assistant au Comité national républicain (NRC), ou il connut George W. Bush, le fils.

Au début des années 80, il ouvrit un cabinet de consultant en politique, dans lequel il vendait à des milliardaires texans des conseils pour détruire les démocrates au moyen de campagnes calomnieuses, allant jusqu'à inventer à leur endroit des scandales d'espionnage téléphonique ou de fausses investigations du FBI.

En plus de diffamer les rivaux politiques de ses clients, il intimidait les journalistes en les menaçant de livrer de supposés secrets sexuels les concernant et allait même jusqu'à les agresser verbalement.

Il a aussi fait usage de campagnes de marketing, utilisant le matraquage médiatique pour créer l'illusion que la société dans son ensemble « *demande* »

le triomphe d'un personnage de la trempe de Bush.

Compte tenu de la maladresse verbale de Bush, Rove l'a maintenu éloigné des médias, tout en ayant recours à d'autres personnalités, telles que Rudolph Giuliani [2], pour qu'elles s'affichent au profit de son client.

Pendant la campagne présidentielle de Bush en 2000, Rove se vantait de ce que les gens ne retiennent pas les détails politiques du parcours de Bush, mais qu'ils voteraient plutôt en se focalisant sur son image de défenseur des valeurs états-uniennes [3].

En novembre 2002 Karl Rove a organisé la campagne de réélection des gouverneurs, ainsi que d'une grande partie du Congrès en tirant parti de la guerre et des attentats du 11 septembre. Les démocrates ne voulurent pas critiquer le gouvernement de crainte que l'on doute de leur patriotisme, permettant ainsi que l'on mette de côté les arguments de type économique et sociaux. Cette stratégie permit à Bush de triompher en usant du mensonge des armes de destruction massive que Saddam Hussein était supposé détenir.

Deux suicides

Bien que Rove aie eu recours à la stratégie consistant à terroriser ses adversaires politiques, en menaçant de révéler leur vie intime ou d'inventer des mensonges sur celle-ci ; la propre histoire personnelle de Rove est assez ténébreuse et contient des détails à propos desquels une réflexion s'impose.

Son père quitta le foyer quand il avait 19 ans et sa mère, solitaire, se suicida à Reno dans le Nevada en 1981.

Vingt ans plus tard, en juillet 2001, survient un autre suicide dans la vie de Rove, celui de James H. Hatfield, biographe de Bush qui dans son livre : *Le cartel Bush ou l'itinéraire d'un fils privilégié* [4], révéla que Bush avait été arrêté en 1972 pour détention de cocaïne, et que son puissant père avait alors usé de son influence pour effacer cette tache de son casier judiciaire. Dès la parution de l'ouvrage, une campagne de dénigrement de l'auteur fut lancée par le quotidien texan *Daily Morning*



James H. Hatfield

News, proche des Bush. Sous la pression, l'éditeur, Saint Martin Press, retira des librairies et incinéra les 70 000 exemplaires disponibles. Pour sa défense, Hatfield révéla le nom de son informateur : Karl Rove, intime conseiller des Bush. Quoiqu'il en soit, le biographe perdit deux contrats de publication et fut littéralement ruiné. En définitive, peu après avoir été menacé de mort devant témoin par deux conseillers de Bush, Hatfield a été découvert mort dans une chambre d'hôtel à Springdale, par ingestion de substances toxiques. À côté de lui, une note expliquait que sa ruine et ses problèmes d'alcoolisme étaient à l'origine de sa décision. Il est bien connu que de nombreux assassinats bien planifiés falsifient souvent ces lettres testamentaires de supposés suicidaires. Personne n'a pu

prouver de manière crédible que Hatfield s'est suicidé.

Une éducation immorale

Les faits antérieurs ne sont guère surprenants, compte tenu des valeurs et de l'éducation que Rove a reçu, il fut initié entre autres aux magouilles politiques par Lee Atwater, qui en 1973 devait le conduire à la présidence des universitaires républicains.

Cette même année, Karl Rove présenta à Bush son ami Lee, qui après les élections de 1984 a rejoint la firme Black Manafort and Stone, laquelle travailla pour la campagne de Bush-Quayle quatre ans plus tard.

Parmi les employés de la firme figure également Dwight Chapin, qui en 1972 avait été emprisonné pour avoir menti en niant avoir recruté Donald Segretti pour saboter la campagne du sénateur démocrate Edgar Muskie.

Les activités de Segretti, maître de Rove, sont relatées par Bernstein et Woodward dans leur livre *Les Fous du président* [5] dans la citation suivante on voit comment Segretti a essayé de recruter un collaborateur contre Muskie :
« *Aimerais-tu travailler à une opération en faisant un peu d'espionnage politique ?... Supposons que nous allons à une réunion politique de Kennedy et nous nous trouvons avec un ardent défenseur de sa campagne. Tu lui dis que tu es aussi partisan de Kennedy, mais que tu as besoin de son aide. Tu l'envoie alors travailler avec Muskie, pour porter des enveloppes de propagande électorale ou tout autre chose semblable, et tu l'utilises pour transmettre des informations. Les personnes approchées croiront qu'elles font quelque chose en faveur de Kennedy et contre Muskie, mais en réalité tu utiliseras l'information pour d'autres objectifs* ».

Conformément à ce témoignage, « *le but principal... était que les démocrates ne puissent pas présenter un front uni après la découverte d'une série de trucs dans la campagne pour l'élection de leur candidat... ce que nous devons faire était de leur causer les dommages tels qu'ils ne puissent pas s'en remettre* ».

Black, Manafort and Stone comptait parmi ses clients le Premier ministre des Bahamas, Oscar Pindling, impliqué dans le trafic des drogues, Jonas Savimbi, dirigeant de l'UNITA, mouvement angolais soutenu par la CIA, ainsi que le dictateur philippin Ferdinand Marcos.

Savimbi et Marcos ont payé pour le travail de lobbying de Rove, de même que le magnat du tabac, Philip Morris, qui l'a recruté pour lui fournir du « *renseignement politique* ». De 1991 à 1996, Rove a reçu plus de trois mille dollars mensuels de l'entreprise de tabac où il travaillait pour Jack Dillard. En même temps, Rove travaillait pour le gouverneur d'alors, George Bush, mais a déclaré mensongèrement : « *Mon travail comme conseiller de Philip Morris n'a rien voir avec mon travail pour le gouverneur* ». Le fait est que le fabricant de cigarettes en a profité pour échapper au paiement de centaines de millions de dollars découlant d'accusations pour des dommages à la santé.

À la fin de janvier 2001, c'est-à-dire dès l'arrivée de George Bush à la présidence, Bernd McConnell, assistant pour les affaires africaines du secrétaire

de la Défense, s'est entretenu avec Jardo Muekalia du mouvement angolais de droite UNITA, en dépit de l'interdiction faite par les Nations unies d'établir ce type de contact [6]. De sources journalistiques, Muekalia a également été reçu par Karl Rove.

Vols, mensonges et terrorisme

Déjà en 1970, en Illinois, Rove s'était introduit dans le bureau du démocrate Alan Dixon. Il vola du matériel de campagne et imprima de fausses invitations de Dixon dans lesquelles il promettait à ses partisans « *de la bière gratuite, des filles et des bons moments* ». Elles furent distribuées à des sans-abri. Il s'agissait là d'une manœuvre calculée pour nuire au démocrate.

En septembre 2003, le *Washington Post* a révélé qu'il y avait une enquête en cours contre Rove pour violation des lois fédérales qui interdisent de révéler l'identité des agents de la CIA. Rove et le directeur de la CIA, George Tenet, ont informé une demi-douzaine de journalistes que la compagne de l'ambassadeur Joseph C. Wilson IV était un agent. En tant que telle, elle avait découvert que les accusations de Bush, affirmant que Saddam Hussein voulait se procurer de l'uranium au Niger, étaient fausses. C'est pourquoi Rove avait lancé à son encontre une de ses habituelles campagnes de discrédit et de vengeance politique et personnelle.

Une des dernières campagnes de Rove a reposé sur la diffusion de faux témoignages qui mettaient en doute l'activité de Kerry au Vietnam. Ils ont été propagés par un groupe de vétérans du Vietnam auxquels Bob Perry, millionnaire et ami de Rove, avait donné deux cent mille dollars.

Comme d'habitude, Rove a ensuite menti sur ses relations avec Perry, comme il avait menti pour échapper au service militaire au Vietnam avec comme prétexte la poursuite de ses études universitaires, qu'il n'a jamais terminées.

Le 20 août 2004, le *New York Times* a révélé que Rove avait déclaré, par le biais d'un porte-parole, que lui et Perry avaient été amis de longue date, mais qu'ils ne s'étaient pas parlés depuis plus d'un an. Cinq jours plus tard, Rove déclara à Fox News : « *Je ne veux pas laisser une fausse impression. Mais, vous savez, Perry n'est pas quelqu'un avec qui j'ai longuement parlé depuis des années...* », laissant ainsi entendre qu'en réalité il avait parlé avec Perry, mais pas « *longuement* », terme très relatif s'il en est.

Parmi les sommes que Bush a donné à Rove pour rétribuer son expertise en « coups fourrés » on dénombre 340 579 dollars en 1994 et 220 228 dollars de janvier à mars 1999, destinés à son entreprise de consultant, qu'il vendra rapidement pour se consacrer exclusivement à la campagne de Bush. [7].

En janvier 2002, il a été révélé que parmi les plus grands actionnaires d'Enron ont figuré Karl Rove, ainsi que le chef du Pentagone, Donald Rumsfeld, la sous-directrice de l'Agence de protection environnementale (EPA) Linda Fischer, le sous-secrétaire au Trésor Peter Fischer et le représentant pour le Commerce extérieur Robert Zoellick. De même que, le secrétaire à la Marine, Thomas White, a été vice-président d'Enron avant d'assumer son poste au Pentagone, et à cette époque il possédait des actions de l'entreprise évaluées entre 50 et 100

millions de dollars [8].

Précédemment, le premier juin 2001, Associated Press avait révélé que Rove possédait de 1,3 à 3,3 millions de dollars en actions qui incluait une participation d'un quart de million de dollars dans chacune des entreprises suivantes : Electric général, Enron, Intel, Boeing, Johnson et Johnson pharmacie, Cisco Systems et American Express.

Les données précédentes ont des ramifications intéressantes, notamment concernant les actions de Rove dans l'industrie pharmaceutique.

Il est de notoriété publique que la National Endowment for Democracy (NED) [9] est un des moyens de financement états-uniens de groupes de droite dans beaucoup de pays et en particulier, il a vivement soutenu l'opposition anti-chaviste qui voulait en finir avec le mandat de l'homme d'État vénézuélien en le destituant par voie référendaire.

Dans le plus pur style de Rove, l'entreprise Penn, Schoen et Berland Associates a menti sur les résultats prévisionnels et réels du referendum, en soutenant le contraire de ce qui est arrivé, à savoir que Chávez perdrait la consultation avec le même écart que celui avec lequel il l'a de fait gagné [10]. Penn, Schoen et Berland avait des membres au sein de Súmate, qui avait reçu plus de cinquante mille dollars de la NED. Plus encore, comme l'a fait remarquer le *New York Times* du 24 avril 2002, le directeur de la NED a été l'ex congressiste républicain Vin Weber, figure connue de l'extrême droite qui simultanément faisait du lobbying auprès d'entreprises pharmaceutiques où, comme il a été dit, Rove possédait des actions pour un montant d'un quart de million de dollars.

Fin 2001, dans son livre *Cuba Confidential : Amour et Vengeance à Miami et La Havane* [11], Ann Louise Bardach a révélé le soutien de Rove aux secteurs militaristes de l'exil cubain. Selon Bardach, Rove « a demandé au président de faire plaisir aux tenants de la "ligne dure" comme rétribution pour sa victoire électorale ainsi que celle de son frère ».

En mars 2004, Karl Rove s'est rendu à Miami et a promis aux Cubano-américains une série de mesures contre le régime de Castro, qui incluraient un durcissement des peines pour ceux qui commercent avec Cuba, des mesures énergiques contre les pays alliés des USA qui sympathisent avec La Havane, et la réduction de vols vers l'île [12].

À la fin juin de l'année passée, Rove, qui en dépit de ne pas avoir terminé ses études, est professeur à l'université du Texas, a corrigé un étudiant qui l'a défié d'expliquer comment le gouvernement américain justifiait la guerre contre l'Irak alors qu'on n'y a pas trouvé d'armes de la destruction massive. Il a rectifié : « Avant tout, la bataille de l'Irak, et non la guerre ». Expliquant que « la guerre » est une guerre progressive contre le terrorisme qui n'a pas de fin, Rove a ainsi confirmé la vocation terroriste du gouvernement de Bush [13].

Meurtres

En juillet 2004, Wayne Madsen indiquait que le 15 septembre 2001, Rove a profité de l'autorisation donnée aux assassinats politiques émise après les

attentats contre les Tours Jumelles, pour éliminer le politicien libanais Elie Hobeika. Celui-ci projetait de révéler des preuves irréfutables dont il disposait pour démontrer que le Premier ministre israélien, Ariel Sharon, l'avait autorisé à massacrer des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants palestiniens, dans les camps de **Sabra et Chatila**, en 1982. En ce temps, Elie Hobeika était chef des services secrets des forces chrétiennes libanaises qui combattaient les musulmans [14].

En mars 2002, dans une station essence de Sao Paulo, au Brésil, Michael Nasar et son conjoint ont été assassinés ; une manœuvre supplémentaire de Rove pour aider Sharon, car Nassar détenait aussi des informations sur ces massacres. Entre autres choses, les meurtres planifiés par Rove obéissaient à la stratégie de renforcement du soutien des sionistes états-uniens au gouvernement Bush.

Christianisme version Enron

Comme l'a indiqué le théologien protestant Juan B Stam, quand Bush et Rove collaboraient pour la campagne de réélection présidentielle de Bush père, ils ont établi des liens avec le secteur évangélique.

« Tous deux ont manié à la perfection la sémantique de cette sous-culture. Pendant que d'autres candidats examinaient les sujets polémiques, Rove a conseillé à Bush de parler simplement de sa foi. Bush fils se présentait comme "un homme avec Jésus dans son cœur". Quand un journaliste lui a demandé qui était son philosophe socio-politique favori, Bush a répondu : "Jésus, parce qu'il a changé ma vie". Cela correspondait parfaitement à l'individualisme extrême du fondamentalisme et constitue ce qui dans le métalangage de sous-codes évangéliques est appelé "témoignage personnel". »

Stam poursuit : *« Dans la bataille sémantique du langage religieux, Bush et Rove ont gagné sans problème, parce qu'ils n'ont pas eu de rivaux. Bush dominait le langage fondamentaliste (et, dans une certaine mesure, ce langage a commencé à le dominer) ».*

D'un point de vue exclusivement pragmatique, après les élections présidentielles de 2000, Karl Rove regrettait que l'unique raison pour laquelle Bush n'avait pas obtenu la majorité des votes était qu'il n'avait pas pu mobiliser le quart des électeurs du secteur fondamentaliste chrétien. C'est pourquoi il a accordé une grande importance au développement d'une stratégie pour garantir le vote du fanatisme religieux, bien que sa vie personnelle puisse se résumer à une violation quotidienne de quasi tous les commandements de la foi chrétienne. À cette fin, Rove a tissé un complexe réseau d'alliances et s'est servi de plusieurs personnages, dont Ralph Reed, ex-dirigeant de l'ultra conservatrice Christian Coalition, disposant d'une vaste expérience comme télévangéliste. Rove l'a recommandé à la tristement célèbre Enron, qui l'a recruté comme consultant, pour un salaire compris entre dix-mille et vingt-mille dollars mensuels.

En 1999, quand la campagne présidentielle de Bush a été officiellement annoncée, Reed a rejoint la liste du républicain sans rompre ses liens avec Enron. Selon Reed, Bush gagnerait les élections grâce à l'aide qu'il recevrait de Dieu. Et comme si ce n'était pas suffisant, les activités de Reed à Enron incluait la mobilisation des secteurs religieux pour appuyer les demandes de

l'entreprise pour la « dérégulation » des services électriques en Pennsylvanie et, partant de là, dans d'autres États.

Un des alliés de Rove dans cette mission a été le catholique Deal Hudson qui, en août 2004, a dû renoncer publiquement à sa participation à la campagne de Bush après qu'on eut découvert qu'il avait été impliqué par le passé dans un cas de harcèlement sexuel contre un de ses élèves.

Edgar González Ruiz

Journaliste d'investigation mexicain, auteur de Los Abascal, De los cristeros a Fox, La sexualidad prohibida, Cruces y Sombras ainsi que d'autres livres sur la droite mexicaine et sud-américaine.

Traduction pour le Réseau Voltaire : Cyril Capdevielle.

[1] *Qué pasa*, 20 juin 2003.

[2] « **Histoire criminelle de Rudy Giuliani** » par Edgar González Ruiz, *Voltaire*, 7 septembre 2004.

[3] *Qué pasa*, 13 août 2000.

[4] *Fortunate Son, George W. Bush and the making of an American President* par James H. Hatfield, Saint Martin Press, 1999. Version française intégrale : *Le cartel Bush ou l'itinéraire d'un fils privilégié*, Éditions Timéli, 2002.

[5] *All the President's Men* par Carl Bernstein et Bob Woodward, Simon et Schuster, 1974. Éditions française : *Les Fous du président*, Robert Laffont éd., 1974.

[6] www.globalpolicy.org/security/sanction/angola/2001/021us.htm

[7] www.famoustexans.com/karlove.htm

[8] www.angelfire.com/nb/17m/petroleo/aladefensiva.html

[9] « **La nébuleuse de l'ingérence "démocratique"** » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 22 janvier 2004.

[10] « **Les sondages ou les urnes ?** », *Voltaire*, 23 août 2004.

[11] *Cuba Confidential, Love and vengeance in Miami and Havana* par Ann Louise Bardach, Vintage Books, 2003, p. 324.

[12] Voir « **Le plan Powell pour l'après-Castro** », par Arthur Lopic, *Voltaire*, 16 juin 2004.

[13] *Answer International Newsletter*, mai- juillet 2003.

[14] « **Karl Rove's White House "Murder, Inc."** » par Wayne Madsen.

« Choc des civilisations » contre « alliance des civilisations »

Analyse

À l'occasion de l'ouverture de la 59e Assemblée générale de l'ONU, le secrétaire général Kofi Annan a plaidé pour l'état de droit. Se référant au plus ancien Code connu, celui d'Hammourabi, rédigé dans l'actuelle Irak, il s'est plu à souligner l'idéal universel de Justice pour mieux évoquer à demi-mot que la Coalition avait attaqué l'Irak sans mandat du Conseil de sécurité.

Pour sa part, le président des États-Unis, George W. Bush a défendu l'initiative de son pays en assurant qu'il avait agit pour que les résolutions du Conseil de sécurité ne restent pas lettre morte. Surtout, M. Bush a clairement menacé d'appliquer la même logique à la région du Darfour, avertissant ainsi la communauté internationale de ses intentions. Puis, il a plaidé pour la création d'un Fonds international de promotion de la démocratie, auquel les États-Unis se proposent d'abonder sans délai, et qui interviendrait prioritairement dans le monde musulman, matrice de tous les terrorismes. Cette proposition a soulevé le scepticisme général dans la mesure où l'on ne voit pas comment ce fonds pourrait agir sauf à interpréter le mot « démocratie » au sens de la NED/CIA. L'ONU serait alors transformée en agence d'ingérence pour le compte de Washington.

Le Premier ministre espagnol, José Luis Rodriguez Zapatero, s'est posé en contradicteur de M. Bush. Sur la question du Darfour, il a écarté le qualificatif de génocide et donc le devoir d'ingérence ; et soutenu le dialogue conduit par l'Union africaine. Sur la question du monde musulman, il a implicitement écarté le présupposé d'une culture arriérée productrice de violence, et a appelé l'ONU à organiser une « alliance des civilisations » et à se réinvestir dans le

règlement des conflits internationaux, notamment le conflit israélo-palestinien.

Ce retour de la communauté internationale dans le conflit israélo-palestinien est aussi l'un des souhaits de Shlomo Ben-Ami, l'ancien ministre des Affaires étrangères d'Ehud Barak. Il affirme aux lecteurs d'*Ha'aretz* que le plan de retrait unilatéral d'Ariel Sharon va transformer Gaza en une « enclave terroriste » et que loin d'améliorer la situation pour Israël cela représentera un danger. Il préconise donc l'envoi de troupes internationales sous mandat de l'ONU pour stabiliser la région et la négociation avec les Palestiniens pour organiser ce retrait. Il demande à Sharon de s'inspirer de la façon dont s'est passé l'évacuation du Liban.

Cette évacuation du Liban n'a pourtant pas été acceptée par tout le monde. Le Professeur Alan M. Dershowitz, conseiller juridique du gouvernement Sharon, n'hésite pas dans le *Jerusalem Post* à présenter le Liban comme un État terroriste où la Syrie règne par la terreur et le meurtre ! S'appuyant sur les malentendus de la résolution 1559 et feignant de ne pas voir **le double jeu de la France dans cette affaire**, il croit pouvoir affirmer que la Syrie est allé trop loin et que bientôt des sanctions pourront être prises contre elle.

L'éditorialiste atlantiste français Jean Daniel s'inquiète de la détérioration à long terme des relations entre la France et les États-Unis. Il met en garde les milieux sionistes dans l'*International Herald Tribune* : la sur-utilisation de l'accusation d'antisémitisme contre la France devient contre-productive, il faut revenir à un usage plus modéré de cet argument sous peine de le vider de son utilité et d'éloigner encore davantage la France des États-Unis et d'Israël.

L'affrontement entre ces pays avait éclaté suite à la Guerre d'Irak. En France, beaucoup avaient dénoncé les motifs mercantiles de cette guerre, il ne s'agissait pas pourtant de la première du genre. Neil Clark, journaliste spécialiste des Balkans, revient dans le *Guardian* sur une autre « guerre de libération » qui a généré des bénéfices : la Guerre du Kosovo. L'auteur rappelle que loin des raisons invoquées pour justifier l'intervention et emporter l'adhésion des populations européennes, cette guerre a été menée pour s'emparer du dernier pays d'Europe à avoir résisté au pillage de ses ressources par les pays occidentaux. Aujourd'hui, Européens et États-Uniens peuvent faire une razzia sur les riches sous-sols kosovares après avoir pris possession de l'industrie serbe.

Enfin, à l'approche des débats budgétaires, l'ancien sénateur républicain Malcolm Wallop poursuit dans le *Washington Times* la campagne en faveur des industries états-uniennes dans les achats de matériel militaire qu'il mène avec Oliver North. Cette fois-ci, il s'indigne de la possibilité qu'une firme italienne puisse emporter le contrat d'équipement du parc d'hélicoptère de la Maison-Blanche : si les États-Unis veulent rester la première puissance militaire, ils doivent éviter tout transfert technologiques vers des alliés « peu fiables ».

Réseau Voltaire

George W. Bush



George W. Bush (Le roi de carreau du régime Bush) est président des États-Unis.

« Un fonds pour la démocratie »

Source : Réseau Voltaire

Référence : « President Speaks to the United Nations General Assembly », par George W. Bush. Version française intégrale disponible sur le fil diplomatique du Réseau Voltaire.

C'est un honneur pour moi de m'adresser à cette Assemblée générale car les États-Unis respectent les hommes et les femmes de l'ONU qui défendent la paix et les Droits de l'homme dans chaque région du monde. Bienvenue à New York, et bienvenue aux États-Unis d'Amérique.

Après trois années de temps tragiques pour mon pays, nous sommes aujourd'hui dans une période de possibilités extraordinaires pour l'ONU et pour toutes les nations pacifiques. L'ONU et mon pays partagent des valeurs communes, inscrites dans la déclaration universelle des Droits de l'homme et la Déclaration d'indépendance. Ces deux textes affirment que la nette ligne de démarcation entre la justice et l'injustice - entre le Bien et le Mal - est la même à chaque époque, dans chaque culture et dans chaque nation. Les gouvernements avisés défendent également ces principes pour des raisons très pratiques et réalistes car chaque nation amoureuse de la paix profitera des dividendes d'un monde plus libre. Chaque nation avide de paix a le devoir d'aider à bâtir ce monde. À l'aube de ce siècle, notre monde a besoin d'une nouvelle définition de la sécurité qui tienne compte du progrès des droits de l'humanité. Au contraire, les terroristes et leurs alliés s'attaquent à ces droits et sont prêts à tout pour cela, le drame de Beslan l'a montré. Nous sommes résolus, avec nos alliés à qui nous sommes reconnaissants, à détruire les réseaux terroristes, à mettre fin à la tutelle qu'offrent certains États au terrorisme, à prévenir la prolifération des armements et à faire respecter les exigences du monde.

Mon pays est reconnaissant envers les soldats des nombreux États qui nous ont aidés à délivrer le peuple irakien de la fêrule d'un dictateur hors-la-loi. En 1991, il s'était engagé à respecter entièrement toutes les résolutions de l'ONU, mais il s'est moqué de ces textes et le Conseil de sécurité a finalement promis que cette attitude aurait des conséquences graves. Les engagements que nous prenons doivent avoir une signification et c'est pourquoi une coalition d'États est intervenue pour faire respecter les justes exigences du monde.

Parce qu'ils croient en la dignité de l'homme, l'Amérique et de nombreux autres pays ont établi un Fonds mondial afin de lutter contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Parce qu'ils croient en la dignité de l'homme, l'Amérique et de nombreux autres pays ont uni leurs efforts pour affronter le fléau qu'est la traite des êtres humains. Parce que nous croyons en la dignité de l'homme, nous devrions prendre très au sérieux la protection de la vie contre l'exploitation, quel qu'en soit le prétexte. Parce qu'ils croient en la dignité de l'homme, l'Amérique et de nombreux autres pays ont changé leur façon de lutter contre la pauvreté, d'entraver la corruption et d'apporter une aide. Parce qu'ils croient en la dignité de l'homme, l'Amérique et de nombreux autres pays ont pris des mesures pour atténuer le fardeau écrasant de la dette des pays en voie de développement. Parce qu'il croit en la dignité de l'homme, le monde doit avoir des moyens plus efficaces pour stabiliser les régions en proie aux troubles, mettre fin à la violence à motif religieux et stopper le nettoyage ethnique. À ce titre, les États-Unis et l'Italie ont proposé une Initiative mondiale sur les

opérations de paix : les pays du G8 formeront 75.000 soldats pour le maintien de la paix, originaires d'Afrique au début, de façon à ce qu'ils puissent monter des opérations sur ce continent et ailleurs. À l'heure actuelle, il y a un génocide au Darfour. Les États-Unis ont joué un rôle clé lorsqu'il s'est agi de négocier un cessez-le-feu et fournissent une aide humanitaire au peuple soudanais. Le Rwanda et le Nigeria ont déployé des forces afin d'aider à améliorer la sécurité et le Conseil de sécurité a adopté une nouvelle résolution qui appuie l'élargissement d'une force de l'Union africaine. Je demande instamment au gouvernement du Soudan de respecter le cessez-le-feu qu'il a signé et d'arrêter la tuerie au Darfour.

Enfin, parce qu'elles croient en la dignité de l'homme, les nations pacifiques doivent appuyer les progrès de la démocratie, le système qui protège le plus les droits des individus. Lorsqu'il s'agit du désir de liberté et de justice, il n'y a pas de conflit de civilisation, tous les peuples sont capables d'avoir la liberté et méritent la liberté. Arriver à la liberté prend du temps mais elle est en train de se frayer un chemin en Afghanistan et en Irak, là où, il y a peu, des régimes dévoyés menaçaient la paix et parrainaient les terroristes. Les Afghans vont bientôt pouvoir voter et l'Irak a retrouvé sa souveraineté. Il est représenté ici par son Premier ministre **Iyad Allaoui**. L'Irak fait encore face toutefois à des attaques de groupes terroristes qui s'en prennent à des innocents, les forces de la Coalition en Irak affrontent les terroristes et les combattants étrangers avec les forces irakiennes afin que les nations pacifiques du monde n'aient jamais à les affronter à l'intérieur de leurs propres frontières. 35 pays participent à la reconstruction de l'Irak et en payent le prix. Ces deux pays seront un modèle pour le « Grand Moyen-Orient », cette région où des millions d'êtres humains se voient privés de leurs droits fondamentaux et où trop longtemps, l'oppression a été tolérée au nom de la stabilité. La réforme démocratique de la région est essentielle à la résolution du conflit israélo-palestinien, un dossier dans lequel nous avons subi des revers mais la « feuille de route » est encore applicable si ceux qui aspirent à diriger un nouvel État palestinien adoptent les moyens pacifiques de faire triompher les droits de leur peuple et de créer les institutions réformées d'une démocratie bien assise. Les États arabes doivent mettre fin aux provocations de leurs propres médias, cesser de financer le terrorisme et établir des relations normales avec Israël. Israël, pour sa part, doit imposer le gel des implantations et démanteler les colonies illégales. Je suis persuadé que la voie de la liberté est le chemin qui mène à un monde meilleur et plus sûr. Aussi je propose aujourd'hui la création, au sein des Nations unies, d'un Fonds pour la démocratie. Ce fonds aiderait les pays à poser les fondements de la démocratie en instituant un État de droit doté de tribunaux indépendants, d'une presse libre, de partis politiques et de syndicats de travailleurs. Les États-Unis y verseront une contribution initiale et j'invite les autres pays à y contribuer également car ensemble nous pouvons accomplir de grandes choses. Je crois au pouvoir transformateur de la liberté. Que Dieu vous bénisse.

José Luis Rodriguez Zapatero



José Luis Rodriguez Zapatero est président socialiste du gouvernement espagnol.

« Une alliance des civilisations »

Source : Services de presse du gouvernement espagnol

Référence : « Discurso del presidente del Gobierno », par José Luis Rodriguez Zapatero, *Services de presse du gouvernement espagnol*, 22 septembre 2004. Ce texte est adapté du discours prononcé à la tribune de l'Assemblée générale des Nations Unies le 21 septembre 2004.

C'est la première fois, M. le président, que je me présente devant cette assemblée. Je parle au nom d'un pays aux nombreuses langues et aux nombreuses cultures. Nous sommes une démocratie, mais nous avons connu la dictature et nous connaissons le terrorisme. Nous avons appris à lui résister et à le combattre. C'est pour cela que nous avons compris la douleur des États-Unis le 11 septembre et j'exprime, ici à New York, ma profonde solidarité avec les États-Unis. Nous comprenons également la douleur ressentie à Jakarta, à Bali, à Casablanca, à Riyad ou à Beslan. Nous mêmes avons été touchés le 11 mars. Il n'y a pas d'excuse au terrorisme. C'est un mal dangereux, mais comme tout mal, il faut le combattre par les racines et surtout le combattre rationnellement : il faut corriger les grandes injustices politiques et économiques afin de priver les terroristes de soutien populaire. Quand les gens vivent dans des conditions dignes, nous sommes tous plus en sécurité.

M. le président, en Irak, des milliers de civils et de militaires ont perdu la vie. Je leur exprime ma solidarité. Nous n'étions pas favorables à cette guerre et nous l'avons exprimé dans des manifestations et à l'Assemblée nationale, c'est pour cela qu'aujourd'hui, nous nous sommes retirés d'Irak. Quoi qu'il en soit, il est essentiel de rendre sa souveraineté à l'Irak, un Irak démocratique et en paix avec ses voisins. On ne pourra toutefois pas stabiliser la région tant que le conflit au Proche-Orient ne sera pas résolu. Il faut appliquer la « feuille de route » et constituer un États palestinien viable. Contre le terrorisme, Israël pourra compter sur le soutien de la communauté internationale tant qu'il respectera le droit international, mais avec la construction de son Mur de séparation ce n'est pas le cas. L'Espagne veut participer aux efforts internationaux pour relancer la feuille de route.

M. le président, l'Espagne débloque plusieurs millions d'euros pour faire face à la terrible crise du Darfour. Il est important que le gouvernement de Khartoum fasse tout pour normaliser la situation dans la région, mais il est également essentiel que les groupes rebelles respectent le cessez-le-feu. L'Espagne estime d'une manière générale qu'il ne faut plus tolérer les crises en Afrique et, avec les autres membres de l'Union européenne, elle travaille à une initiative de paix pour l'Afrique qui vise à apporter des solutions régionales aux crises dans le continent. L'Espagne est particulièrement attentive aux problèmes du Maghreb et est impliqué dans la résolution du conflit au Sahara occidental. L'Espagne est impliqué dans des forces de maintien de la paix partout dans le monde quand elles bénéficient de mandat explicites du Conseil de sécurité de l'ONU. Pour établir la paix et la sécurité, il faut des Nations unies fortes et une légalité internationale forte. Pour cela, en tant que représentant d'un pays créé et

enrichi pas des cultures diverses, je propose à cette Assemblée une alliance des civilisations entre le monde occidental et le monde arabo-musulman. L'Espagne demande à l'ONU de constituer en son sein un groupe de discussion de haut niveau pour cet objectif.

M. le président, l'Espagne estime qu'il faut renforcer les instances internationales et cet objectif est l'un des piliers de notre politique étrangère. Il faut cependant réformer l'ONU pour la rendre plus transparente et démocratique.

M. le président, je ne peux terminer mon intervention sans réaffirmer que l'Espagne est favorable au développement de la démocratie en Amérique latine et qu'elle souhaite régler le différend sur Gibraltar avec le Royaume-Uni via des négociations bilatérales qui devront bénéficier à toute la région.

Merci beaucoup M. le président.

Shlomo Ben-Ami



Shlomo Ben-Ami a été ministre des Affaires étrangères travailliste dans le gouvernement d'Ehud Barak. Il a participé aux négociations de Camp David en 2000 et dirigeait l'équipe de négociation israélienne à Taba.

« Pour une force internationale »

Source : Ha'aretz

Référence : « For an international task force », par Shlomo Ben Ami, *Ha'aretz*, 21 septembre 2004.

Ariel Sharon semble vouloir abandonner Gaza pour imposer un accord de transition qu'il n'a pas obtenu par des moyens diplomatique et politiques. Toutefois, ce retrait unilatéral pourrait aboutir à une situation dangereuse pour Israël en raison de l'anarchie qu'il provoquera, une situation bien loin du calme espéré par le Premier ministre.

Gaza pourrait être une source de terreur pour toute la région. Gaza, sous l'influence de l'Iran et du Hezbollah, ne laissera pas Israël tranquille. Il est donc dans l'intérêt d'Israël et dans celui du Premier ministre de s'assurer que Gaza ne deviendra pas un refuge pour les terroristes qui maintiendraient Israël dans un état de guerre permanent. Sharon doit faire face aux contradictions de son plan et coordonner le désengagement avec les forces palestiniennes sous l'autorité d'un corps international. Cela donnerait plus de chance de stabilité que le traumatisme que Sharon souhaite provoquer.

Il vaut mieux laisser Gaza dans les mains d'un gouvernement palestinien d'union nationale qui rassemblera toutes les forces palestiniennes (du Fatah à la branche politique du **Hamas**) avec l'aide d'une force internationale sous mandat de l'ONU. Nous nous inspirerons ainsi de la situation au Liban où même le Hezbollah respecte la frontière « légitime ».

Ce qu'il faut retenir de la situation des États-Unis en Irak, c'est que les actions unilatérales ne fonctionnent pas par manque de légitimité et qu'une insurrection nationale, surtout fondée sur la ferveur religieuse, ne disparaît qu'avec la fin de l'occupation.

Alan M. Dershowitz



Alan M. Dershowitz est professeur de droit à Harvard. Il est l'auteur de *America on Trial*. Opposant à la Convention de Genève, partisan de l'usage de la torture dans la guerre au terrorisme et défenseur des assassinats de militants palestiniens par Israël, c'est lui qui, avec Daniel Bethléem, a recommandé au ministère de la justice israélien de ne pas se défendre au procès de La Haye sur la légalité du Mur d'annexion.

« En finir avec l'occupation »

Source : Jerusalem Post

Référence : « End the occupation », par Alan M. Dershowitz, *Jerusalem Post*, 21 septembre 2004.

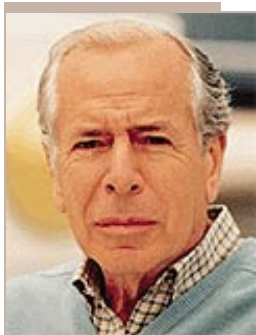
La Syrie occupe le Liban depuis 20 ans et elle dirige cette nation christiano-musulmane d'une poigne de fer grâce à ses 20 000 soldats et des centaines « d'officiers de renseignement ». Sous sa coupe, le Liban est devenu un État terroriste où le Hezbollah et d'autres groupes terroristes ont les mains libres pour opérer des actions contre les civils israéliens et américains. La Syrie demeure sur place grâce à l'intimidation, les enlèvements et les assassinats. Sa présence est largement rejetée par les Libanais. Pourtant la Syrie affirme qu'il n'y a pas d'occupation, mais une « invitation » à rester.

Ceux qui versent des larmes de crocodiles sur le sort des Palestiniens oublient le sort du Liban, certains, comme les dirigeants palestiniens, l'approuvent même. Beaucoup de ces hypocrites soutiennent également l'occupation du Kurdistan par la Turquie, la Syrie et l'Irak et celle du Tibet par la Chine. Ils ne se plaignaient pas plus de l'occupation de la Cisjordanie par la Jordanie pendant 20 ans car ce n'est pas l'occupation qu'ils combattent, mais Israël.

Toutefois, la Syrie a été trop loin (on voit qu'un pays arabe a été trop loin quand même les Français condamnent son attitude) en forçant le Parlement libanais à reconduire pour trois nouvelles années le favori de Damas. Cela a été acquis après que Rafik Hariri eut reçu en pleine nuit la visite d'agents syriens qui l'ont « persuadé » d'accepter. Une proposition qu'il ne pouvait pas refuser. L'ONU a condamné cette attitude et la Syrie s'en est plainte.

Je m'oppose à toutes les occupations et j'ai beaucoup critiqué celle de Gaza et de la Cisjordanie par Israël. Cependant Tel-Aviv cherche à mettre fin à l'occupation, ce n'est pas le cas des autres puissances occupantes dans le monde.

Jean Daniel



Ancien conférencier de la NED/CIA et ancien membre de la Fondation Saint-Simon, Jean Daniel fut correspondant de *The*

« Un "J'accuse" empoisonné en provenance d'Amérique »

Source : International Herald Tribune

Référence : « A poisoned 'j'accuse' from America », par Jean Daniel, *International Herald Tribune*, 21 septembre 2004.

Aussi loin que l'antisémitisme est concerné, une des raisons du malaise franco-américain actuel est le problème de définition de ce terme fortement chargé du point de vue des évocations. En effet, on peut être anti-français, anti-américain ou anti-arabe sans être soupçonné d'imaginer une solution finale, mais l'antisémitisme évoque le nazisme et l'extermination. Ceux qui utilisent cette

New Republic avant de devenir cofondateur et directeur du *Nouvel Observateur*.

accusation savent d'ailleurs très bien ce que cela implique. Quand ils accusent la France d'être antisémite, il n'est d'ailleurs plus question de critiquer des actes antisémites, mais de juger une nation toute entière. Pour les accusateurs, il n'est pas étonnant dès lors que la France prenne le côté des Arabes contre Israël, un État juif.

Ces accusations ne sont pas extrêmes et je ne mets pas en cause les textes écrits par d'éminents intellectuels américains, mais malheureusement, ces critiques empirent. Aujourd'hui, certains affirment que l'antiaméricanisme en France est le fruit du soutien des États-Unis à Israël et que les Français croient que les États-Unis ont été se battre en Irak pour les juifs. Il ne faut pas que les États-Unis se trompent eux-mêmes ou se laissent tromper par certains commentaires de milieux ultra-sionistes qui accusaient déjà le gouvernement français de partialité avant même le début des actes antisémites en France. Il est très possible que certains juifs français se sentent inquiétés par la montée des actes antisémites et qu'ils l'associent au nazisme. Il existe également une vraie sympathie pour Israël chez les juifs, mais il ne faut pas que chaque critique d'Israël ou commentaire sur les actes antisémites soit assimilé à une complaisance vis-à-vis du nazisme. On évoque le passé de la France pour la condamner, mais s'il fallait juger d'une nation en fonction de son histoire, on pourrait beaucoup dire des États-Unis également. N'oublions pas le soutien fort de la France à Israël jusqu'en 1967 pour le gouvernement et jusqu'en 1975 pour la population. Aujourd'hui, une bonne part de l'intelligentsia française soutient Israël. Rien ne laisse penser que les juifs en France vont être persécutés. Les actes antisémites sont souvent le fait de minorités mal intégrés, de musulmans qui jalouent la vitalité de la communauté juive ou sont influencés par le conflit israélo-palestinien. Les relations franco-américaines se sont tendues avec la Guerre d'Irak. Rien ne sert de les envenimer en parlant d'antisémitisme.

Neil Clark

Neil Clark est un écrivain spécialisé sur les Balkans et l'Europe de l'Est.

« Les pillages d'une autre guerre »

Source : The Guardian

Référence : « The spoils of another war », par Neil Clark, *The Guardian*, 21 septembre 2004.

Beaucoup n'ont plus besoin qu'on leur démontre les liens entre le pillage des ressources irakiennes par les entreprises états-uniennes et l'action militaire états-unienne dans ce pays. En revanche, il y a une autre guerre « humanitaire » récente qui a permis un autre pillage et qui a été beaucoup moins observée : celle du Kosovo.

Les bombardements occidentaux ont été causés, selon l'histoire occidentale, par le refus de la Yougoslavie d'accepter les accords de Rambouillet. En fait ces accords contenaient des clauses secrètes prévoyant l'occupation militaire de toute la Yougoslavie, ce qui était inacceptable pour les autorités du pays. Le chapitre quatre de ces accords montrait de façon assez explicite les intérêts occidentaux dans cette affaire. Il était consacré à l'économie kosovare et appelait au développement d'une économie de marché et à la privatisation de

toutes les entreprises publiques. À cette époque, il faut noter que la Yougoslavie était le dernier pays d'Europe à ne pas être colonisé par les capitaux étrangers. La Yougoslavie possédait des industries pétrolières, minières, automobiles et de tabac. 75 % d'entre elles étaient la propriété de l'État ou de ses employés en vertu d'une loi prévoyant qu'en cas de privatisation d'une entreprise, 60 % du capital devait appartenir aux salariés de l'entreprise. À Davos, en 1999, **Tony Blair** critiqua la Yougoslavie sur ce seul point, pas sur le Kosovo. Durant la guerre, les attaques de la Coalition visèrent spécifiquement les industries publiques. Les frappes détruisirent 14 chars, mais touchèrent 372 entreprises, toutes publiques, aucune usine privée ne fut touchée. Après la chute de Milosevic, on abolit la loi de 1997 sur les privatisations et on autorisa les entreprises étrangères à posséder jusqu'à 70 % du capital des entreprises. Le Kosovo possède la deuxième plus grande réserve de charbon d'Europe et de la lignite, du zinc, de l'or, de l'argent et du pétrole. Aujourd'hui, les autorités kosovares privatisent largement ces industries dans des conditions extrêmement avantageuses pour les investisseurs étrangers.

Malcolm Wallop



Malcolm Wallop est ancien sénateur républicain du Wyoming. Il est président de Frontiers of Freedom et membre de la Heritage Foundation.

« Protéger la fierté américaine »

Source : Washington Times

Référence : « Protect America's pride », par Malcolm Wallop, *Washington Times*, 21 septembre 2004.

Vous n'êtes peut-être pas au courant, mais cette année, il y a deux campagnes présidentielles. La deuxième n'intéresse pas beaucoup les sondeurs bien qu'elle soit aussi passionnante et riche en symbole que l'autre. Il s'agit du choix de l'entreprise qui fournira des hélicoptères *Marine One* au futur président. Pour la première fois, *Marine One* pourrait être construit par une firme étrangère, Agusta-Westland. Pourquoi le **Pentagone** se tourne-t-il vers l'étranger pour fournir un symbole de la fierté américaine ?

Il semble que cette idée soit venue de **Tony Blair** qui a demandé à **George W. Bush** de regarder avec attention l'offre de cette compagnie au moment de la guerre d'Irak. Il se serait agit d'une récompense aux Britanniques pour leur fidélité puisque l'entreprise était possédée par une firme britannique, GKN. Mais depuis, Agusta-Westland a été rachetée par Finmeccanica, une entreprise italienne et le soutien britannique ne doit donc plus rentrer en ligne de compte, surtout que l'Italie n'a pas toujours été un allié fiable par le passé.

Fournir ce contrat à un consortium européen est risqué pour trois raisons :

- ▶ Plus que 23 appareils, ce contrats implique des aides aux investissements en recherche et développement et un transfert technologique qui permettra aux Européens d'améliorer leurs produits et de dépasser l'industrie des hélicoptères états-unienne, la transformant en simple sous-traitant des Européens.
- ▶ D'un point de vue technique, les hélicoptères Sikorsky sont plus fiables.
- ▶ Les règles de sécurité strictes imposées aux pilotes (ils ne doivent même pas être mariés à une étrangère) ne doivent pas être abaissées. Cela créerait un précédent.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .